

Direction de la Communication
Division des Relations avec les médias
Directorate of Communications
Media Relations Division

F – 67075 STRASBOURG

Tel : +33/(0)3 88 41 25 60 – Fax : +33/(0)3 88 41 39 11

Email : pressunit@coe.int

Internet : www.coe.int



EMBARGO JUSQU'AU PRONONCE
VERIFICATION A L'ECOUTE

08.10.2012



Forum mondial
de la
Démocratie
STRASBOURG - 2012

Allocution de

Bernard CAZENEUVE

Ministre délégué aux affaires européennes de la France

à l'occasion de la cérémonie d'ouverture du

Forum mondial de la démocratie

(Strasbourg, 5-11 octobre 2012)

Monsieur le Secrétaire général du Conseil de l'Europe,
Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs,

Je suis très honoré d'ouvrir en votre compagnie ce premier Forum mondial de la démocratie, ici, à Strasbourg, au Palais de l'Europe.

Que le Conseil de l'Europe et son secrétaire général, M. Thorbjørn Jagland, soient remerciés d'avoir pris l'initiative de cet événement, placé sous le haut patronage du Président de la République française. Je tiens à rendre hommage à l'engagement énergique du Sénateur-Maire de Strasbourg, M. Roland Ries, et à celui des autres collectivités locales alsaciennes, dont le soutien à l'événement qui nous réunit aujourd'hui a été déterminant pour que celui-ci voie le jour.

Le Président de la République, M. François Hollande, avait espéré pouvoir vous accueillir personnellement à ce prestigieux Forum. Son agenda ne lui en a pas donné la possibilité, ce qu'il regrette vivement. Il m'a chargé de le représenter, et de vous transmettre son message de bienvenue et d'amitié.

*

La démocratie avance. Cette année encore, de nouveaux bastions de la dictature sont tombés. Dans votre assemblée, jamais ceux qui subissent l'arbitraire de régimes tyranniques n'ont été aussi peu nombreux.

Les combats pour la liberté, hier en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique, aujourd'hui dans le monde arabe, pourraient donner à penser que la page des dictatures et du totalitarisme est sur le point d'être définitivement tournée. L'élan des peuples vers la démocratie et les droits de l'homme paraît irrésistible.

Cette aspiration peut certes être bridée, réprimée – et malheureusement, elle l'est ! Alors que le vent des printemps arabes a chassé des régimes discrédités, en Syrie, un peuple entier souffre encore sous la botte d'un pouvoir sanguinaire et sans foi ni loi. L'aspiration à la liberté et aux droits de l'homme peut certes être réprimée. Mais cette aspiration s'est désormais enracinée dans la conscience des hommes. Nul ne peut plus affirmer qu'un peuple n'est pas mûr pour la démocratie. Nul ne peut plus affirmer qu'un peuple aspire à d'autres valeurs et d'autres bienfaits que ceux qu'apporte une société démocratique.

Sur la base d'un tel constat, le Forum qui nous réunit – le premier en son genre – pourrait nous amener à nous laisser enfermer dans le confort et la paresse de l'autocélébration. Il pourrait aussi nous conduire à tracer une ligne rouge entre un club des démocraties, dans lequel de nombreux Etats se retrouveraient, et un camp des dictatures, en déclin ou en déroute.

Ne succombons pas à cette facilité.

La démocratie avance, mais elle est fragile, et une démocratie qui ne se questionne pas et ne s'interroge pas sur ses fins est une démocratie menacée. C'est tout l'enjeu de ce Forum.

Il n'est pas indifférent que notre Forum se tienne à Strasbourg : Strasbourg, ville-symbole ; Strasbourg, jadis au cœur des affrontements fratricides entre les nations d'Europe ; Strasbourg, devenue l'emblème de l'unité et de l'intégration du continent européen, et qui accueille le siège du Parlement européen ; Strasbourg, qui accueille aussi le Conseil de l'Europe et la Cour européenne des droits de l'homme, où s'édicte les normes et la jurisprudence dont la protection s'étend sur tous les citoyens européens.

Il n'est pas indifférent que notre Forum se tienne à Strasbourg, car les institutions qui ont leur siège dans cette ville sont le vivant rappel de ce que la démocratie ne se résume pas à une assemblée délibérative et des élections. La démocratie a le respect de la volonté populaire

pour fondement. Mais réduite à cela, elle ne serait que la dictature du plus grand nombre. La volonté populaire est un pilier de la démocratie, mais le respect du droit, des normes et des valeurs universelles qui protègent la liberté de chacun en est un autre.

Ces deux piliers – la souveraineté du peuple et le respect du droit protecteur des libertés – forment un tout indissociable. Sans cet équilibre, l'édifice démocratique serait promis à se fissurer. L'ivresse de la liberté collective doit se laisser tempérer par le souci de protéger la liberté individuelle. Le pouvoir souverain doit accepter et même tracer, pour lui-même, une limite infranchissable. C'est un des grands défis auxquels sont confrontés les peuples du sud de la Méditerranée, dont l'énergie démocratique vient de se libérer. La capacité de ces peuples – et de leurs nouveaux dirigeants – à concilier ces principes contradictoires et à les traduire dans les faits seront l'aune à laquelle se mesurera la réalité de leur ancrage dans la démocratie.

C'est l'enjeu, pour les révolutionnaires arabes comme pour tous les démocrates : faire vivre, dans la société qui est la leur, les principes des Lumières ; favoriser l'expression de la volonté générale, éradiquer l'arbitraire, encadrer par le droit et les valeurs universelles la toute-puissance de la loi. L'Europe, avec ses ressources et ses programmes, offre aux nouvelles démocraties arabes son soutien fraternel.

*

La démocratie n'est pas seulement à l'épreuve de défis séculaires. Elle est aussi confrontée à des défis nouveaux, résultant des transformations du monde contemporain, et qui sont sans précédent.

Jamais l'idéal démocratique n'a été à ce point universel. Mais jamais les sociétés humaines n'ont été aussi ouvertes, les échanges aussi intenses, et le monde aussi interconnecté. La démocratie est à l'épreuve de la mondialisation.

Les démocraties se sont épanouies dans le cadre des Etats-nations. Quel est l'avenir de la démocratie, lorsque l'Etat se voit mis en cause par le marché, lorsque la nation n'est plus l'horizon indépassable des citoyens, lorsque la démocratie représentative est concurrencée par l'immédiateté des sondages et les liens parallèles des réseaux sociaux ?

Quelle est la réponse du démocrate à ces questions et ces défis ? De quelle façon la démocratie s'exerce-t-elle dans ce contexte nouveau ?

Je n'ai pas l'intention de préempter les débats stimulants de ce Forum. Je tiens cependant à exprimer une conviction : je crois à l'action politique. Je crois que la « main invisible » du marché ne suffit pas à nourrir le monde et à le protéger de l'oppression. Je crois qu'il n'y a pas de démocratie si l'action publique n'organise pas la redistribution et la solidarité. Je crois que la démocratie ne peut pas prospérer si elle n'est pas enracinée dans une communauté politique – une communauté politique qui est l'antidote de la fragmentation et des replis identitaires.

En démocratie, le politique a toute sa place. Mais ce sont de nouveaux équilibres qu'il faut trouver et réinventer. C'est une tâche qui nous incombe, en tant qu'acteurs de la vie politique. J'y vois une opportunité. Pour ne pas chuter, la démocratie doit rester en mouvement.

*

Sur le plan démocratique, l'Europe est une construction singulière, porteuse de grands progrès. Elle s'est bâtie sur les ruines laissées par la barbarie. L'aspiration à la paix et à la démocratie ont été à l'origine du projet européen. Ce projet s'est d'abord inscrit dans le cadre du Conseil de l'Europe. Il s'est prolongé dans celui de la Communauté puis de l'Union européenne. La construction européenne, avec toute la diversité des institutions qui la structurent, a permis de repousser encore plus loin les frontières des libertés dont jouissent les citoyens européens.

Aujourd'hui, la crise sévit en Europe. C'est une crise de la finance devenue folle, qui – dans certains Etats – s'est muée en crise de l'économie et de la dette souveraine. Elle a mis sous pression les comptes publics. Pour y répondre, le sérieux budgétaire est indispensable. Mais à mesure que les politiques d'austérité se renforcent, se généralisent et apparaissent comme un horizon indépassable, les peuples d'Europe se distancient du projet européen. Il ne faut pas que le déficit démocratique se creuse et échappe à tout contrôle. Les responsables européens doivent être à la hauteur de l'enjeu. Ils ne peuvent pas se permettre de rester les bras croisés. C'est l'adhésion des peuples européens aux politiques communes qui est dans la balance.

C'est toujours lorsqu'elle était au plus profond de la crise et des controverses institutionnelles que l'Europe a trouvé les ressorts nécessaires pour progresser. Les crises européennes sont fécondes. Du débat contradictoire et démocratique entre Etats, institutions et sociétés européens résulte une nouvelle direction, une nouvelle impulsion. Les chefs d'Etat et de gouvernement européens seront au rendez-vous, dans les prochaines semaines lorsqu'ils se prononceront sur l'avenir de l'union économique et monétaire.

La zone euro est fédérée par la monnaie unique. Elle n'est pas qu'un simple espace commun doté de règles et d'interdits. Elle a en partage un élément essentiel de la souveraineté. Elle forme une communauté politique. Le renforcement de son intégration doit donc répondre aux attentes de ses peuples. Dans l'intérêt général et pour le bien commun, les dirigeants européens doivent offrir aux peuples d'Europe une ambition de croissance et de solidarité. C'est à cette condition que la construction européenne, avec son idéal d'intégration solidaire et démocratique, restera une source de confiance et d'espérance pour les peuples européens et une source d'inspiration pour les peuples du monde.